

## Penser global et penser local, agir local et agir global

*Ana Paula V. F. Levivier*

*Psychologue clinicien, Psychanalyste, docteur en Psychopathologie Fondamentale et Psychanalyse (Université Paris 7), Chercheur associé et formateur-vacataire à l'Institut Régional du Travail Social (Champagne-Ardenne) et à l'Institut d'Enseignement et de Recherche sur les Maladies Addictives (Paris), Psychologue à l'Association des Papillons Blancs de Reims (I.M.E. L'Éoline, Ssad Mistral Gagnant, Sessad Galilée), membre du comité de lecture de la revue Le Sociographe. Contact : ap.levivier@gmail.com*

*Fernando J. Pignaton*

*Médecin, Spécialiste en Politiques Publiques, Professeur du Master en Gestion des Villes à l'Université de Vitória, Brésil (Unives), directeur de l'Institut de Recherche, d'Opinion et de Marketing Flexconsult (Vila Velha, Brésil), scientifique accrédité par l'European Society for Opinion and Marketing Reserarch (Esomar). Contact : fernando.pignaton@uol.com.br*

### Introduction

Nous allons réfléchir depuis le paradoxe selon lequel notre époque est celle qui a réussi à produire de richesses dans une vitesse jamais connue, l'exemple est la bourse et son marché des finances. La spéculation financière a une vitesse extraordinaire, elle est flexible et capable de réagir instantanément aux événements qui l'influencent, produisant l'enrichissement d'un tiers de la population et rejetant vers la pauvreté les deux tiers qui restent. L'argent se fait virtuellement et les conséquences de cette logique sont affreusement réelles, au risque de nier l'homme lui-même, être dont la vie le prédispose à « *Être Plus* », selon le terme de Paulo Freire (2013). Notre engagement avec cet homme que nous sommes c'est résister, c'est de dire non, individuellement et collectivement aux positions fatalistes qui tentent de nous faire croire que la logique marchande est inexorable, que rien ne changera les chemins pris par le pouvoir irrésistible de l'argent..., et qu'il nous est seulement permis de subir passivement le cour des événements – sous prétexte que les différences entre riches et pauvres ont toujours existé... En d'autres moments historiques, d'autres hommes ont aussi prétendu que la société serait immuable.

Lorsque nous aurons réalisé que les discours fatalistes sont de constructions idéologiques pour nous faire taire, nous serons en mesure de récupérer notre puissance d'indignation et de révolte. Pour cela, il sera nécessaire de changer notre pensée et notre manière d'interagir entre nous. Nous aurons besoin de réinvestir notre capacité de réfléchir aux problèmes individuels à l'échelle des problèmes de société, vers la construction d'un « *bien commun* » (Morin, 2000a ; Bauman, 2000). Nous aurons besoin de construire de passages entre visions de monde et langages incommensurablement distincts. Sommes-nous encore en mesure de nous laisser étonner par les diverses façons dont chaque culture pense l'homme et le monde ? Pouvons-nous encore nous surprendre par les innombrables questions qui nous posent les différents modes d'être d'un étranger ?

La diversité de peuples est un trésors pour l'humanité, néanmoins l'idéologie marchande totale invalide cette richesse, ainsi comme leurs ancrages historiques et sociaux. Et alors nous assistons à la montée d'un relativisme immodéré, prétendument culturel, enlevant la valeur des vérités situées historiquement et socialement. C'est ainsi qui gagne place le discours selon lequel tout est relatif, alors personne détient la vérité – une hypocrisie avec l'air de souplesse qui, finalement, tord les vérités historiques, sociales et culturelles, nous menant vers un libéralisme sans freins, déguisé des apanages de la liberté d'expression. Résultat : nous laissons l'homme mourir de faim, compétir jusqu'à la destruction de l'autre, vivre dans la misère, être abandonné em tant qu'enfant, jeunes, vieillard, malade... Or, c'est bien la fonction de la vérité qui a été pervertie par les individualismes exacerbés (Nogueira, 2004) ; ce qui dans ses conséquences perverti aussi les logiques des collectifs. Il n'est pas lieu de nous laisser plonger dans la perte de repères par ce relativisme immodéré – discours qui n'est pourtant pas appliqué aux déplacements de dollars, technologies aidant, car ceux-ci sont dits imparables. Le monde virtuel des finances peut-il se autogérer ou bien c'est l'énergie des homens qui le maintient? Dans les films dits du futur, les générations spontanées des machines qui se autoalimentent trouvent en l'homme l'ennemi mortel... est-ce celui le futur de nos rêves ? Celui qui nous préparons pour nos enfants d'aujourd'hui et de demain (Stiegler, 2008) ?

Des années de suprématie des paradigmes dominants de l'économie sur les théorie sociales, en particulier les néolibéraux, ont mené au pari de laisser libres les mécanismes d'autorégulation du

marché – libéré des embarras posés par les politiques, il nous réserverai un *happy end* – la grande crise financière de 2008 a enlevé la force de cet argument, même s'il a encore ses défenseurs. Ce qui nous a fait oublier que le monde, livré à lui-même, sans l'action consciente et constructive des hommes, change, mais avec des résultats collectivement dangereux (Werneck, 2015). Nous voulons lutter et récupérer les valeurs qui rendent la vie « *digne d'être vécue* » (Stiegler, 2010.), dans une époque où celles-ci sont programmées pour perdre leur force d'agrégation. Le manque mondialisé de limites à l'enrichissement et à la taxation des grandes fortunes ne risque pas seulement la vie de milliers d'hommes, mais de notre propre planète – vérités qui sont terriblement banalisées. Ces menaces de mort sont devenues plus fortes avec le succès de l'ère *Bush* qui a réussi à relativiser, sous prétexte d'un autre « avis scientifique », les conclusions du *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)-Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)*, retardant l'entrée en priorité de la question du climat dans les agendas des organismes internationaux de la politique mondiale. Ce qui montrait une sous-estimation des conséquences pour l'humanité de la dégradation de l'environnement, permettant de contourner le débat sur l'urgence de bâtir des nouvelles habitudes de vie et de consommation basées sur des modèles économiques écologiquement équilibrés. Cet infléchissement dans la question du climat est responsable d'un inquiétant retard dans l'articulation des mesures indispensables pour affronter le réchauffement de la planète.

Assisterons-nous ces faits sans réagir ? Les paradigmes économicistes ont montré leurs résultats chez l'homme : conformismes, pensées tristes, corps humains et corps sociaux épuisés par la lourdeur du labour quotidien, course compétitive, reproduction des inégalités et des abîmes entre le respect pour la vie des uns et le manque de respect pour la vie des autres. Paradigmes qui créent des réalités d'exclusion, de discrimination, de précarité, de mort de la joie. Avec Paulo Freire, nous croyons « *que l'histoire est temps de possibilité et non pas de déterminisme, que le futur [...] est problématique et non pas inexorable* » (Freire, 2013, p. 20). Chaque conquête individuelle et sociale relève d'une lutte datée. Accompagner le mouvement de notre temps c'est apprendre, c'est « *réinventer la forme historique de lutter* » (Freire, 2013, p. 66). L'Histoire de l'homme montre que les groupes humains portent des espoirs, des passions, des possibilités de mobilisation dans l'action capables de les mobiliser pour faire les changements de fond dans la vie des sociétés. Alors que « *...l'inexorabilité du futur est la négation de l'histoire* » (Freire, 2013, p. 71). Peut-être est-ce la raison par laquelle nous entendons avec insistance les discours sur la mort de l'histoire dans un contexte qui pousse à la soumission, à la fatigue d'être soi, à l'abandon de l'autre, au manque d'investissement dans la *res publique*. « *Alors c'est bien pour cela qu'une de nos batailles en tant qu'êtres humains est celle qui nous mènera dans le sens de la diminution des raisons objectives qui minent nos espoirs et qui nous immobilisent* » (Freire, 2013, p. 71).

Un des chemins que nous trouvons pour reprendre la problématisation du futur et de l'histoire c'est l'acte politique, aujourd'hui disqualifié et réduit péniblement aux scènes médiatiques des partis politiques, des campagnes des candidats, des luttes pour le pouvoir. La globalisation de l'économie est une des productions de l'aventure capitaliste, qui n'a rien de naturel et reste fortement déterminée par les orientations politiques de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir. « *Mais il est indéniable que le processus de globalisation en cours connaît aussi l'action régulatrice des instances juridico-politiques, en spécial, celle des organismes internationaux. À la faveur de la formation d'une opinion publique cosmopolite nous ne pouvons pas laisser de citer l'action du Pape François et de Jürgen Habermas, ce pape laïque de la démocratie contemporaine et, également, les travaux de Mireille Delmas-Marty, dédiés au processus de formation d'un droit au niveau mondial* » (Werneck, 2015 ; Demas-Marty, 1994, 1998). Sans l'action des instances régulatrices mondiales nous sommes menacés, et la menace qui nous guette est la négation de nous-mêmes, notre transformation en êtres dociles, qui ferment les yeux vis-à-vis de la fureur de l'enrichissement et du manque de respect à la vie humaine – les conséquences étant probablement la dissémination banalisée de la violence, voire de la guerre.

### 1. L'« horreur » de la politique

« *L'horreur de la politique c'est l'expression des difficultés que les communautés sont en train d'avoir pour s'adapter à un contexte de constantes crises et des changements accélérés mais,*

*surtout, pour le gouverner, le guider, le dépasser* » (Nogueira, 2004, p. 23). En d'autres termes, la politique est devenue un bouc émissaire exemplaire du manque de gouvernance de la citoyenneté sur le marché financier, commandé par l'alliance entre ceux qui décident des transactions commerciales et leurs médiateurs politiques au sein des États. Pendant qu'une grande partie de la population se trouve perplexe et dépassée par ce contexte de « gouvernance commerciale », d'autres hommes se cachent lâchement derrière le mouvement du capital, qu'eux-mêmes ont aidé à impulser. Ces hommes, ces « élites » sont responsables du discrédit qui rode la politique en tant que telle, ils sèment le manque d'espoir dans les forces citoyennes de mobilisation, ils attaquent le besoin pressant que nous avons de penser et d'agir contre la course féroce du gain de bénéfices et d'intérêts.

La stratégie qui dénigre la politique est vieille comme le monde : diviser pour mieux régner... Les hommes isolés, chacun avec sa vérité, seraient les seuls responsables de leurs malheurs, la société dans laquelle ils vivraient n'aurait aucune influence sur le manque de la qualité de vie. Le conformisme comme horizon... Allant à l'encontre de cette passivité, Marco Aurélio Nogueira va explorer l'idée de crise en politique : « *La crise de la politique est l'aveuglement devant des conditions qui nous permettraient de dépasser le malaise collectif en vue de la recherche des nouveaux horizons. C'est une entropie, un frottement ennuyeux, pas du tout agréable entre le singulier et le général, l'individu et le groupe, les sujets et les institutions : difficulté de trouver et de composer ce qui est commun* » (Nogueira, 2004, p. 19) Avons-nous perdu l'esprit critique et de solidarité devant les situations sociales et économiques sources de désespoir, de tristesse, qui requièrent la création de solutions qui n'existent pas encore ?

Pendant que nous dévalorisons la politique comme un bien qui nous concerne, nous ouvrons grandes les portes, dans toutes les sphères de la vie sociale et individuelle, pour l'entrée de la force à la place de la discussion. À la place d'organiser la pression pour négocier les intérêts de chaque peuple, c'est la loi du plus fort qui s'impose : forteresse des finances, des armes de guerre, des idées totalitaires, des dogmatismes, des sectarismes, des ségrégations, des discriminations de tout ordre. Ce qui peut se lire par la reprise de la conception du « *choque des civilisations* » de Huntington (1997) et après le 11 septembre prises comme les bases de la prescription de l'affrontement armée entre l'occident et le monde islamique, ainsi que les désastreuses guerres de l'ère *Bush*.

Dans la mesure où nous désertons les champs des batailles politiques, la souffrance, la misère et la guerre seront non seulement prolongés, mais récréés – dans des spectres encore inconnus – par les merveilles technologiques du monde contemporain. À qui profitent-elles les révolutions techno-scientifiques ? Qui peut avoir l'accès et qui ne peut pas ? Afin de nous revigorer tout en nous nourrissant des bonnes, mais vieilles idées, rappelons la conception d'Aristote (1995) sur la politique : « *art* » et « *science* » ancrées dans la « *certitude* » de la « *condition sociale* » de l'homme. La politique comme un espace-temps qui se constitue en acte, point de convergence pour créer les règles capables de maintenir les tensions entre volontés et actions qui tendent vers des réalités difficilement « naturelles », mais hautement indispensables pour la vie en société, par exemple, la conquête de la justice et de la liberté, la limitation des individus à la faveur des collectifs, le tissage du dialogue parmi divergences et contradictions, la recherche de la transparence lors de la colocation des problèmes dans la quête des solutions. La politique est, fondamentalement, le développement de la capacité à limiter le pouvoir tout en le transformant en possibilité de gouverner hommes et cités !

## **2. Le « réenchâtement » local et global de la politique**

« *Dans ses chemins les plus avancés, [la politique] est un pari dans la participation démocratique, dédiée à la refonte du pouvoir, à sa transformation en quelque chose de plus accessible moins menaçant, plus partagé. De ce point de vue, la politique démocratique se qualifie par son souci d'affirmer la participation comme un partenaire du gouverner et du représenter. Elle tente d'être le garant du dialogue comme moyen prévalent pour exprimer et pour résoudre les conflits en société* » (Nogueira, 2004, p. 30). C'est dans cette direction qui s'affirment à la base du système politique les « *technologies participatives de gestion* » (Pignaton, 2012) – en spécial, les innovantes expériences de la discussion du « budget populaire/participatif ». Expériences qui gagnent en extension dans un format de multipartisme vis-à-vis des tendances qui la pratiquent dans au moins 2.860 villes déjà recensées parmi celles de l'Europe, d'Amérique du Nord, Centrale et du

Sud, d'Afrique, d'Asie, y compris les métropoles telles que Paris, quelques quartiers de New York, Chicago, et Péquín (Oliveira, 2015 ; Sintomer, 2009). Sur un point de vue historique, la discussion participative du budget publique est une contribution pionnière et universelle de la démocratie brésilienne dont l'origine date de 32 ans en arrière, dans la ville de Vila Velha (Ferri, 2009 ; Vargas et Morandi, 1987).

Le budget participatif fonctionne comme une chambre de mutualisations inter-corporatistes, en même temps qu'il promeut l'autonomie politique des mouvements sociaux, le renforcement des identités sociales et des acteurs de la société civile. Par sa dynamique, il contribue à l'apprentissage qui tirent tous les acteurs des situations où la négociation des intérêts divers est en jeu, sans que le recours aux explosions destructives ni à l'exacerbation immodérée des conflits soient employées comme méthodes. Les expériences s'exercent avec les citoyens organisés et participant directement à la prise des décisions publiques jusqu'alors seulement accessibles aux connaissances des « spécialistes » d'une élite politique et bureaucratique locale. Au cours de l'élaboration du budget municipal, le citoyen apprend et prend l'habitude de manier les rets du pouvoir des mécanismes financiers et économiques aux moments cruciaux des décisions dans lesquels les demandes seront choisies et les priorités seront incluses dans les dossiers d'instruction du budget, déterminant où l'argent publique sera dépensé.

À travers ce que Boaventura Santos (2009) appelle l'« *écologie des savoirs* », les mouvements sociaux et citoyens sont aujourd'hui les protagonistes d'une participation populaire qui est une énergie expansive de la démocratie participative, en démocratisant le modèle conventionnel hégémonique de la démocratie représentative. Avec l'introduction de ce modèle, « *la démocratie participative ne vise pas à inventer la participation politique* », ni devenir la forme exclusive de la médiation État/société, mais davantage l'élargir. Elle exige la redéfinition de toutes les pratiques institutionnelles qui composent le système social et politique préexistants à sa pleine introduction (Martins, 1984). « *Aucun État capitaliste est préparé pour attendre, dans l'immédiat et sans se reformuler, les exigences fonctionnelles de la démocratie participative* », même s'il est très en avance du point de vue du libéralisme et de la démocratie (Martins, 1984, p. 36). Il est important de relever que c'est justement à cet endroit – concernant la question de l'identité et de l'autonomie du *socius* – que les nouveaux paradigmes de la démocratie participative entrent en choque et critiquent les modèles populistes existants en Amérique Latine et émergents en Europe, aussi bien de la droite que de la gauche. Populismes qui manipulent les acteurs sociaux, qui font une modération « d'en haut » des conflits, mettant à la place de la société civile comme protagoniste, l'État et, parfois, seulement celui d'un seul homme, comme un être providentiel, à la manière bonapartiste (Marx, 1851).

Dans le champ de la « *bataille des idées* » (Konder, 1984) des relations globales, nous percevons l'avènement en évolution des nouvelles conditions où la politique démocratique joue un rôle de protagoniste à partir de la crise économique de 2008. Crise qui dénudé la contradiction entre le discours dominant à hégémonie économiste dans la théorie sociale et la pratique « *politiste* » à contre-courant du social parce que soutenant le radical interventionnisme de l'État dans l'économie à la faveur du capital financier – alors que de vetos étaient visés sur les projets à caractère sociaux et humains par de raisons idéologiques, bien déguisées en mille technicisations.

Avec l'intervention politique dans l'économie qui n'a fait qu'augmenter les dépenses des États et l'utilisation de leurs propres ressources pour résoudre la crise des banquiers à extension mondiale, le centre du pouvoir économique et politique a fini pour blesser et contredire son propre discours (devenu naturalisé) de réduire à minima l'autonomie de la sphère publique et de l'État. Malgré le bénéfice corporatiste immédiat de profiter de l'appropriation privé de l'argent publique au milieu d'un « *se salve celui qui peut* », l'attitude de secours du pouvoir économique-politique vis-à-vis des banquiers a eu comme contre-effet collatéral non escompté la ré-politisation des mouvements sociaux et des acteurs civils. De par leurs actions, ces derniers ont résolument interpellé les États – et la politique – pour obtenir des droits. Dans ce contexte, les acteurs du social ont en grande partie surmonté leur désorientation théorique et leurs difficultés d'agrégation politique. Ainsi, ils ont redonné de la vigueur à la force virtuelle et présente des mobilisations sociales, à leurs actions politiques et à l'extension de la citoyenneté.

S'il est vrai que la confiance accordée aux partis politiques et aux représentants de la classe

politique est en chute libre, la méfiance à leur égard n'a plus comme effet l'éloignement des personnes de l'exercice de la politique avec un « P en majuscule » – c'est-à-dire, de la politique comme un bien et un milieu de relations par lesquelles il est possible faire dialoguer les conflits afin de promouvoir des transformations positives en bénéfice de la collectivité. « *Les personnes veulent participer de la vie politique, mais, à la place de se laisser limiter par de pratiques qui ne traduisent pas leur insatisfaction, elles cherchent de nouvelles modalités de participation qui vont au-delà de la démocratie représentative* » (Pignaton, 2015), en utilisant les mécanismes et les outils informels de la démocratie directe et de la démocratie participative à leur portée. De telles impulsions d'énergie venant de la dimension de la démocratie participative peuvent avoir un résultat d'une politisation et d'une requalification de la démocratie représentative elle-même, avec un gain qualitatif pour la démocratie, comme nous sommes aujourd'hui en train d'assister.

### **3. Le « réenchantement » de la politique et les travailleurs sociaux**

« *Personne peut être dans le monde et avec les autres de manière neutre. Je ne peux pas être dans le monde en mettant des gans aux mains pour simplement faire de constats* » (Freire, 2013, p. 75). Les travailleurs sociaux, par leurs relations de travail, perçoivent les effets concrets des politiques de l'État. De leurs points de vue ancrés dans les réalités, ces politiques ne sont pas éloignées des problèmes qu'elles tentent de résoudre, voire qu'elles contribuent à fabriquer. Leurs conséquences gagnent corps par les innombrables développements qui atteignent la vie de tous les jours des populations.

Nous allons tenter d'« *identifier et réfléchir aux effets psychosociaux de la politique car toutes les politiques et toutes les cultures ont des effets* » (Furtos, 2012, p. 05). Nous chercherons les ponts – parfois difficilement trouvables, mais existants – entre les aspects politiques, psychiques et sociaux, qui se lient et se déterminent. Quand un professionnel rédige un rapport, analyse une situation, témoigne, décrit la réalité, justifie son action, accompagne quelqu'un, etc., il contribue à soutenir une dynamique d'influences réciproques qui traverse le corps social à des vitesses incontrôlables, créant significations et conséquences multiples et inattendues – ce qui contribue à rendre opaque la vision des effets de son propre travail. Notre hypothèse est que cette contingence du travail social – être maillé au tissu politique du *socius* – peut favoriser au travailleur social l'éloignement du « produit » de son travail, à la manière de l'ouvrier de Charles Chaplin dans le film *Les Temps Modernes*. C'est-à-dire qu'il peut perdre le sens de ce qu'il fait et ainsi se risquer à répéter, exécuter, obéir aux injonctions...

Face à ces logiques envahissant les champs du travail fondamentalement humain il est important de se rendre compte que les travailleurs sociaux ne sont pas seuls et qu'ils ne pourront pas transformer ces logiques sans le concours des autres – les causes sociales avancent par des collectifs qui se mobilisent. Les problèmes des personnes et des villes deviennent semblables dans leurs causes et leurs complications. La société et l'individu sont en train d'être atteints simultanément : les drames concernant le travail, la vie des villes, le manque de solidarité et de tendresse, la quête d'amour et d'amitié, le traitement des déchets, la production des aliments, les ressources en eau et en air, etc., sont particuliers et universels. Et nous avons besoins de beaucoup de courage, de persévérance et d'audace, mais également de plaisir, de joie, de légèreté et de détermination pour construire ensemble les chemins d'un futur prometteur dans l'affrontement des défis d'aujourd'hui et de demain.

### **4. Que peut signifier l'idée d'une « clinique psychosociale » ?**

L'hypothèse ici développée est que les travailleurs sociaux sont aujourd'hui les témoins de modalités de souffrance qui ne sont pas encore écrites dans les livres et qui illustrent ce que la vie des populations – publique du travail social – est en train de devenir. Le travail auprès des plus défavorisés, des démunis, de ceux qui semblent abandonnés à leur propre sort et qui demeurent à la marge des évolutions (scientifiques, technologiques, médicales, sociales, du marché du travail...), montre que l'origine des souffrances actuelles – dans leurs aspects psychiques, socio-culturels, familiaux, économiques – sont de plus en plus multi-déterminées, difficiles à cerner isolément, voire, de façon claire. Nous avons l'impression que pour « résoudre » un seul « problème » d'une personne ou d'une famille, il serait presque nécessaire de s'attarder sur les problèmes de toute une

société ! Impression qui est très juste et qui reflète la spécificité de la souffrance humaine que nous rencontrons d'aujourd'hui.

« ... quand le problème est à la fois psychique et social et qu'une prise en charge dans une seule discipline ne suffit pas, c'est que nous appelons la clinique psychosociale. C'est une clinique de la difficulté à exister avec autrui. Cela concerne des personnes dont la souffrance n'est pas complètement issue de son propre espace psychique, ni complètement de son environnement social. Ces deux espaces sont alors complètement intriqués » (Furtos, 2012, p. 05). Cette clinique met en lumière une figure inouïe de la précarité : un puissant sentiment d'insécurité économique et psychique s'empare des espoirs de l'homme moderne. Espoir en la vie, en un monde meilleur. L'homme semble vivre dans un état d'alerte face à un risque toujours imminent (Bauman, 2000, 2005). Ce que cause une instabilité permanente et instaure une progressive perte de confiance : dans l'autre et en soi-même.

Face à ce mélange précarité/instabilité devenu presque ordinaire, Furtos (2012, p. 07-09) identifie trois manifestations qui démarquent des niveaux de souffrance différenciés, selon l'atteinte portée à la personne. Le premier est compatible avec les situations problèmes devant lesquelles il a mobilisation des ressources de l'individu et de son milieu – les solidarités sont présentes – afin de les surmonter et de les résoudre. Ici, les souffrances sont génératrices d'un stress qui est compatible avec la santé. Le deuxième niveau de précarité est plus aigu dans ses dégâts : les situations problèmes génèrent une perte généralisée de confiance dans le futur, l'individu est dans le souci permanent de satisfaire ses besoins vitaux. Les moyens pour se maintenir en vie sont imprévisibles et incertains et la désillusion offusque la pensée sur la sortie, c'est une vie de galère. Les personnes non plus la force de demander de l'aide et la refusent même, entrant dans l'isolement, la solitude, parfois la méfiance. La peur et le désinvestissement des relations peuvent renforcer l'intolérance et l'entrée dans un état de tristesse existentielle chronique. Ces personnes représentent un réel défi pour les travailleurs sociaux parce qu'elles mettent à l'épreuve leur ténacité et leur esprit d'équipe vis-à-vis de l'extension des ruptures qui a pris des années pour s'installer. Il sera nécessaire réinvestir la confiance en l'autre comme possibilité existentielle. La jeunesse des générations des émigrés en France – étrangers dans le pays d'origine et étrangers devant les français, dans un *no men's land* – fait penser à ce genre de précarité à regarder leur désenchantement dans leur avenir (Marlière, 2005, 2008). Aussi bien que ceux qui rentrent tôt dans les chiffres du décrochage scolaire, mis au-dehors du système de valorisation diplômante et professionnelle (Guigue, 2008). Tous ces jeunes, à degrés divers, vivent des ruptures psychiques et sociales qui attaquent la transmission d'un mode de vie – du monde des parents, des adultes, du travail – où ils auraient une place autre qu'être à la marge.

Le troisième niveau de précarité annihile et détruit les ressources psychiques et sociales : les situations problèmes mènent à la stratégie de défense où la personne va « couper les ponts » entre les souffrances et sa capacité à les ressentir – espèce d'extraction du monde et de soi-même afin de survivre. Certains témoignages des sans abri fixe illustrent cet état ; Fiona Thiebaut (2014) le décrit lorsqu'elle parle de réussir à devenir immune contre les effets du froid, de la saleté, de la faim, des regards discriminatoires. Les drames des demandeurs d'asile qui vivent dans une attente prolongée, suspendus à une réponse pour savoir quelle place sociale leur sera accordée peuvent les mener à ce type de souffrance. Une semblable situation « d'attente sociale » peut être vécue par les adultes polyhandicapés et handicapés lorsqu'ils se trouvent à la recherche d'une place en structure adaptée. Toutes ces personnes vivent une existence qui risque de se résumer à une parenthèse, danger parfois renforcé par professionnels et milieu social, qui, eux aussi, s'anesthésient contre les affres de l'impuissante attente. Dans ce type de précarité, les pertes du monde psychique interne sont renforcées par le milieu : l'exclusion sociale donne réalité au sentiment d'être en-dehors des droits et des devoirs citoyens. Nous rencontrons aussi des situations où cette attente n'existe plus : en hiver, dans les bois de Paris, les travailleurs sociaux ont littéralement besoin de porter dans les bras les personnes jusqu'aux abris sinon pendant la nuit elles vont mourir. Ces personnes ne demandent plus rien. Furtos (2012, p. 08) parle de « syndrome d'auto exclusion », une « pathologie de la souffrance » ; signe de nos temps.

Devant telles formes de souffrance ce qu'importe dans un premier temps est la construction des liens de confiance avant n'importe quel point d'approche spécialisé. Ce qui va forcément faire

sortir les professionnels de leurs références trop accrochées à leurs métiers – parfois des malaises émergent, ou bien le sentiment d'être démuné, voire impuissant, certains commencent même à souffrir... Ce type de souffrance représente un défi pour les équipes qui sont mises face à des « *inversions sémiologiques* » : c'est l'impression que la personne ne s'adresse pas à l'interlocuteur le mieux placé : l'assistant social va entendre des traumatismes psychiques, au psy on demandera l'inscription à l'épicerie sociale... C'est une donnée de la réalité qui nous arrive, que nous avons besoin de comprendre et qui nous oblige à travailler autrement, « *les gens ont besoin de nous parler à l'envers (de ce qui est attendu). [...] Peut-être, ce qui serait intéressant, dans un contexte qui est à la fois mondial, spécifique et particulier, ce serait d'approfondir ce qui appartient à tout le monde ; ce qui fait quasiment partie de ce qui devrait être la culture générale, la culture politique de base, la culture psychosociale de base ; puis, ce qu'on peut faire en fonction de son statut, ce pour quoi on est payé, etc...* » (2012, p. 09).

Chacun aura besoin de garder ces adresses inversées au dedans de soi-même pour ensuite, avec les autres travailleurs sociaux, songer à leur adresse. Peut-être est-ce la raison par laquelle nos méthodes actuelles soient de plus en plus les pratiques en réseaux, les partenariats, les conventions de partage... Ce qui est fort d'enseignements pratiques : c'est entre acteurs avec objectifs, missions et visions distincts des nôtres que nous arrivons quelque peu à prendre avec les populations des chemins de secours – pouvant, peut-être, mener à des destins autres que les situations catastrophiques. Les souffrances actuelles peut-être nous signifient aussi qu'elles ne se laissent plus appréhender par nos modèles explicatifs et compréhensifs habituels... Affronter le nouveau n'exigerait pas des changements dans nos formes de le penser et de le mettre au travail ? Il nous paraît certain que la hyper complexité des phénomènes humains et sociaux nous exigera les logiques de la complexité afin de les approcher, dans un effort de confluence de savoirs pour pénétrer leur intelligibilité (Morin, 2000). Penser par l'angle de la clinique psychosociale rend visible cette réalité par laquelle les drames individuels rencontrent des pistes de compréhension et des alternatives pour les aborder dans le cœur de nos problèmes de société. D'où découle le caractère politique incrusté dans les pratiques du travail social – les manifestations inhabituelles des souffrances de notre siècle sont les produits de notre propre temps. Cette modernité même qui les a fait naître sera-t-elle aussi capable de les transformer en autre chose que précarité psychique et sociale ?

### **Conclusion**

Une des conclusions de Manuel Castells de ses études sur les mouvements sociaux et ses formes web de mobilisation en réseau est que les personnes étaient réunies – « *malgré leurs différences d'opinion ou filiations associatives* » – parce que leurs « *connexions* », bien au-delà des outils de communication, se sont « *connectés* » avec « *les préoccupations réelles partagées dans les expériences humaines revendiquées* ». Il suit en analysant les bienfaits de la vitesse de propagation des sentiments, contenus et arguments qui ont ramené les personnes à manifester. Le cynisme des hommes de pouvoir, imposant la précarité et discréditant la démocratie, a transformé l'humiliation et la peur en indignation et en espérance, qui se sont répandues virtuellement comme une vague « *virale* » partout dans le monde (Castells, 2013).

« *Ils se sont joints. Union qui les a aidé à surmonter la peur, cette émotion paralysante que soutient les pouvoirs pour se perpétuer. [...] De la sécurité du cyberspace, les personnes de tous les âges et conditions ont commencé à occuper l'espace public, dans une rencontre à l'aveugle entre elles et le destin qu'elles voulaient prendre en mains lorsqu'elles ont revendiqué leur droit à faire l'histoire – leur histoire – dans une manifestation d'auto-conscience qui a toujours caractérisé les grands mouvements sociaux* » (Castells, 2013, p. 12).

Ce dialogue instantané avec l'autre par la mobilisation collective est restreinte à ceux qui en ont les moyens – possibilité qui est encore inexistante pour la plupart des personnes vivant dans le seuil de la misère. Toutefois, il est acquis la démonstration de ses effets politiques au niveau global. La révélation de tous ces mouvements est que leurs répercussions sont à la fois locales et globales : la séquence des mobilisations populaires depuis l'internet a commencé à Madrid en 2004 et a continué : Iran, Islande, Espagne, Grèce, Portugal, Italie, Grande-Bretagne, États Unis, Tunisie, le

printemps arabe, France, Brésil (Castells, 2013). Le mouvement de protestation contre les attentats du 07 janvier en France a aussi montré – à travers la politique – la face bénigne d'une globalisation convergente avec les marches populaires affichant leur solidarité dans plusieurs villes (Werneck, 2015). Au nom de la liberté d'expression et de choix religieux, la marche de 2015 dans les rues de Paris a mobilisé le peuple mais aussi les représentants politiques et religieux de plusieurs Nations. À Paris la voix d'une société civile mondiale s'est fait entendre, a pris forme, et a appelé à la vie ce qui a toujours existé d'universel dans la Révolution Française.

Le fait que le diagnostic sur le réchauffement et l'épuisement des ressources naturelles de la planète est aujourd'hui incontestable – non seulement scientifiquement mais aussi parmi les centres de pouvoir mondiaux notamment par les rassemblements internationaux à l'occasion des sommets sur le climat et l'environnement et, plus récemment, par les accords entre les États Unis et la Chine – pose des restrictions concrètes aux paradigmes néolibéraux que jusqu'alors promettaient « le ciel comme limite » face à la croissance inspirée de leur modèle économique dont la voracité ne prend pas en compte les conséquences destructives pour l'environnement. L'interconnexion de ces faits sur le cours d'une réalité bien empirée par la crise de 2008 – y compris la synergie activée à la base du système politique avec les expériences de la discussion des budgets publiques – mettent en lumière des conditions de mobilisation démocratique inédites, démarquant un changement historique que nous sommes en train d'assister dans l'appropriation du « faire de la politique » au niveau local et global.

L'occupation des lieux publics par les regroupements fort hétérogènes ont alerté les communautés locales et les États quant à la diminution des marges de vie et de liberté partout. Les manifestations ont été les porte-paroles du malaise psychosocial et du sentiment généralisé d'insécurité, elles ont aussi dénoncé la dégradation des relations humaines sur tous les niveaux : du travail aux relations entre les sexes et les générations, de la liberté de pensée et des choix de vie à la réduction des personnes à des consommateurs, du renoncement à l'espoir dans le futur jusqu'à la résignation. Or, ce que nous avons vu, tout le monde le savait déjà : la face sans pitié de la mondialisation menée par l'uni-direction de *l'homo œconomicus*. Mais nous avons aussi vu que les solutions ne sont pas impossibles à trouver et qu'entre le local et le global, l'enjeu n'est pas l'incommensurabilité des problèmes, mais la pertinence de la transportabilité créative de leurs alternatives de solutions. La réduction de la qualité de l'air planétaire altère les conditions de vie de chaque ville, les solutions locales des quartiers et des villes pour la question des déchets sont de véritables trouvailles pour la question mondiale des déchets, parler de solidarité, de tendresse et d'amitié concerne n'importe quel homme où qu'il soit... Ce sont ces résonances entre elles qui nous persuadent de notre urgent besoin de penser global et penser local, d'agir local et d'agir global.

Les cycles de manifestations populaires dans les rues sont l'émergence des formes aiguës d'une démocratie participative en progrès d'affirmation mondialisée. Ils sont de réponses face aux demandes adressées à une démocratie représentative aujourd'hui alignée sur des intérêts contraires aux intérêts de la *res publique*. Les manifestations relient avec les processus de politisation par les dynamiques collectivement nées, elles montrent la démocratie participative et directe faisant légitime pression sur la démocratie représentative, régénérant la perspective d'une démocratie à la mesure de chaque pays, ville, communauté. Elles nous « provoquent » sur la nécessité de penser aux réalités institutionnelles inusitées afin d'accueillir les actions protagonistes des citoyens en direction du *socius*, du politique et du publique.

Dans ces temps d'ébullition sociale et politique, à la place de suivre la « mode » de la fin de l'histoire et de la politique, nous décidons de reconnaître dans les événements populaires de notre monde les symboles d'une politique locale et globale en connexion, intensive, à contagion : donnant vie à une démocratie de haute intensité, réenchantant nos espoirs, démocratisant la démocratie. Pour les populations démunies, désenchantées, les mouvements ont, en quelque sorte, crié haut et fort leur douleur, en mettant le doigt sur les souffrances actuelles et sur la détérioration de la qualité de vie. Concernant les horizons du travail social, cela peut signifier les pistes des changements à venir dans la façon dont le travail est pensé et réalisé car face aux innombrables variantes d'une seule situation qui se présente, les difficultés de fixer de points de concordance de la raison inondent aujourd'hui le quotidien de ses métiers, posant des impasses, des contradictions et des ambiguïtés qui défient la pensée critique et même le doute. La façon dont les travailleurs sociaux sont sollicités



dépasse largement un seul champ de compétence. Et c'est dans l'approche de cette réalité multi-déterminée de la vie des personnes que les travailleurs sociaux peuvent faire preuve de créativité : les postures plurielles, complexes dans leurs logiques de pensée et d'action, diversifiant les points de vue, fédérant services, organismes, institutions distinctes, mobilisant lectures et visions hétérogènes peuvent être des « expérimentations de la complexité » pour explorer les alternatives capables de contempler la pluralité, les influences réciproques, l'instabilité, etc., des problèmes et de leurs solutions. Ce qui présuppose une multitude de sujets liés par la détermination de chercher ensemble ! Ce qui requiert curiosité, audace, sens du collectif, concertation, organisation, persévérance, énergie, entre-aide – bref, valeurs humains. L'humanité au travail se repose sur la mobilisation de l'espoir et des solidarités professionnelles. Faire preuve de créativité ne serait-ce pas créer cette mobilisation sans précédent des forces communes que la réalité des souffrances actuelles semble nécessiter ?

Selon Tarso Genro (Santos et Genro, 2015) nous avons besoin « *des institutions nouvelles pour cette nouvelle "zone" qui surgit entre l'État et la société* ». En 2005, un des chemins vers l'institutionnalisation participative d'une large extension théorico-politique a été envisagé par une proposition née des expériences de participation populaire dans la discussion des budgets publiques (*Orçamento participativo, OP*, chez les brésiliens), menées au Brésil : « *que le droit populaire à la discussion de l'OP soit garanti par son inclusion dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* » (Pignaton, 2013, 2006). En 2014, la « participation citoyenne » est politiquement renforcée par deux importants événements internationaux qui ont simultanément eu lieu au Brésil, à Rio Grande do Sul, dans la ville de Canoas : le Forum Social Thématique et la 14<sup>ème</sup> Conférence de l'Observatoire National de la Démocratie Participative (OIDP). Ceux-ci ont officiellement demandé à l'ONU que le droit à la participation citoyenne soit incluse parmi les *Objectifs pour le Développement Durable des Nations Unies*.

Formulée en un contexte de lutte contre l'autoritarisme de la dictature militaire brésilienne, et simultanément comme alternative critique au traditionnel populisme qui renaissait avec la ré-démocratisation du pays, la proposition du budget « populaire » – plus tard appelé budget « participatif » – a toujours eu, depuis son origine en 1983 dans la ville de Vila Velha, la vocation de devenir stable et universelle à travers de son institutionnalisation démocratique. La première loi municipale institutionnalisant le budget participatif et l'Assemblée Municipale des Délégués du Budget Municipal furent créés en 1984 (Pignaton, 2005) – jusqu'aujourd'hui, 32 ans après, la ville a toujours cette pratique dans son agenda politique, indépendamment du parti qui emporte les élections législatives. En 1988, les principes de la participation populaire dans la discussion des budgets publiques ont été pérennisés dans le texte de la Constitution Fédérale du Brésil, par l'approbation d'un amendement constitutionnel venant des représentants de Vila Velha.

Ces ancrages historiques sont des exemples de l'invention de connaissances politiques et de gestions publiques qui s'affirment à contre-courant de la dévalorisation des épistémologies du sud. Ils construisent de références socio-politiques dans l'histoire de la participation citoyenne comme une alternative démocratique de l'expérience brésilienne dans sa proposition de réforme politique des relations entre l'État et la société qui se reconfigure partout dans le monde, en ce moment précis et nouveau, historiquement marqué par l'extraordinaire cycle global de manifestations populaires.

Concrètement, en prenant l'exemple brésilien, ce serait implémenter les « technologies participatives » de gestion publique non seulement au niveau des budgets municipaux, mais – en tenant compte des adaptations nécessaires –, étendre son savoir-faire (principes, valeurs, méthodes, outils...) aux politiques publiques en général, y compris son application aux budgets départementaux, régionaux et nationaux. Sa viabilisation politique peut se faire en agréant : d'une part, les énergies sociales avec l'aide de la force de mobilisation populaire et de réseaux par internet sous forme virtuelle, ainsi que sous forme présente, plus traditionnelle. D'autre part, en s'appropriant les outils technologiques les plus pointus, comme les *softwares* de traitements de données (informations, mots, images, etc.) idéologiquement réservés aux « services secrets » des pays centraux. Ces logiciels permettraient le traitement du monumental volume d'opinions, propositions, projets et programmes générés dans les dialogues propagés aux échelles locales et globales. Et par là, rendre techniquement possible la discussion et la délibération « en réseau » des ressources et des politiques publiques produites, liant quartiers, villes, pays, par « l'humanité d'un

village digital global ». Ce que pourrait garantir une forme de participation populaire permanente et structurelle, une nouvelle modalité de participation pour une « Citoyenneté Nouvelle et Globale » qui a déjà montrée son visage dans les rues, qui s'exprime en réseaux virtuels, qui rêve de futur. Pour notre part, les possibilités d'un renouveau dans le visage de la politique par les formes de la participation dans l'ère du virtuel nous fait rêver d'une « *Domus du Futur* », revalorisant l'art de la politique dans les théories sociales et dans les cœurs des citoyens.

### **Bibliographie**

- Bauman, Z.** (2005), *Identidade. Entrevista a Benedetto Vecchi*, Rio de Janeiro, Zahar.
- Bauman, Z.** (2000), *Em busca da política*, Rio de Janeiro, Zahar.
- Castells M.** (2013), *Redes de indignação e esperança. Movimentos sociais na era da internet*, Rio de Janeiro, Zahar.
- Delmas-Marty, M.** (1994), *Pour un droit commun*, Paris, Seuil.
- Delmas-Marty, M.** (1998), *Trois défis pour un Droit Mondial*, Paris, Seuil.
- Ferri, M. F.** (2009), *A disputa entre diferentes projetos políticos no orçamento participativo em Vila Velha*, Tese de mestrado, UFES, Vitória.
- Freire, P.** (2013), *Pedagogia da autonomia. Saberes necessários à prática educativa*, Rio de Janeiro, Paz&Terra, éd. 47.
- Guigue, M.** (2008) (dir.), Delphine Bruggeman, Maryan Lemoine, Eric Lesur e Bernadette Tillard, « *Des jeunes de 14 à 16 ans "incassables" ? Itinéraires d'élèves aux marges du collège* », Rapport final, Conclusion du rapport, ONED, Appel d'offres thématiques 2006, Les mineurs dits « incassables », août, p. 147-156.
- Huntington, S. P.** (1997), *O choque de civilizações e a recomposição da nova ordem mundial*, Rio de Janeiro, Objetiva.
- Konder, L.** (1984), *O marxismo na batalha das idéias*, éd. 1, Rio de Janeiro, Nova Fronteira.
- Marlière, E.** (2005), *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, L'Harmattan.
- Marlière, E.** (2008), « Les "jeunes des cités". Territoires et pratiques culturelles », dans *Ethnologie française*, XXXVIII, 4, p. 711-721.
- Marx, K.** (1851), *O 18 Brumário de Luíz Bonaparte*, comentários e versão e para eBook de N. J. Garcia [[www.jahr.org](http://www.jahr.org)], [eBook.Brasil.com](http://eBook.Brasil.com), disponible en ligne [<http://ir.nmu.org.ua/bitstream/handle/123456789/21922/181b169209b8d2ba55eeee682396dc5f.pdf?sequence=1>?????]
- Martins, E. C.** (1984), *Democracia feita em casa*, C.D.I., Câmara dos Deputados, Brasília.
- Morin, E.** (2014), « Notre futur. Il n'y a pas de solution, mais y a une voie », Entretien donnée à D. Solon, *Terra eco*, Nates, Terra Economica, n° 60, p. 42-52, septembre.
- Morin, E.** (2000a), *A cabeça bem-feita: repensar a reforma, reformar o pensamento*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil.
- Morin, E.** (2000b), *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Paris, Seuil.
- Nogueira, M. A.** (2004), *Em defesa da política*, São Paulo, Senac.
- Oliveira, P. O.** (2014), « Entrevista: difusão internacional de políticas públicas: o Orçamento Participativo como objeto de pesquisa », *RITA* [enligne], n° 7, juin, mis en ligne le 26 juin, disponible en ligne [<http://www.revista-rita.com/recontres7/osmany-porto.html>], consulté le 30 juin 2015.
- Pignaton, F.** (2015), « O retorno da política », Entretien donné à V. Vogas, quotidien *A Gazeta*, Vila Velha, 16 février.
- Pignaton, F.** (2013), « Enjeux démocratiques de la circulation des savoirs », Conférence prononcée avec Levivier, A. P. au 5<sup>ème</sup> congrès de l'Aifris, disponible en ligne [[www.aifris.eu](http://www.aifris.eu)]
- Pignaton, F.** (2012), « O desafio da participação democrática », dans Bittencourt G. et Ribeiro, L. C. (org), *Espírito Santo : um painel de nossa historia II*, Secult, Vitória, p. 99-108.
- Pignaton, F.** (2006), « Le budget participatif et l'avenir des villes », dans *Revue Multi Cidades. Finanças dos Municípios do Brasil*, Frente Nacional dos Prefeitos/Aequos Consultoria, Vitória, Ano 2, p. 145-147. Article révisé, augmenté et actualisé en 2014 pour une publication en France, à paraître.
- Pignaton, F.** (2005), *Participação popular na elaboração de orçamentos públicos municipais. A*

*experiência do Espírito Santo – 1983 a 1994*, Edufes, Vitória.

**Santos**, B. de S. et **Genro**, T. (2015), « Conversa do Mundo III », disponible en ligne sur [<http://alice.ces.uc.pt/en/index.php/santos-work/conversation-of-the-world-iii-tarso-genro-and-boaventura-de-sousa-santos/?lang=pt>], consulté le 01/06/2015.

**Santos**, B. de S. (2015), « Porque as epistemologias do sul ? », Cours Magistral, Faculté d'Économie de l'Université de Coimbra, Portugal, 09 mars, disponible en ligne [<https://www.youtube.com/watch?v=ErVGiIUQHjM>], consulté le 01/06/2015.

**Santos**, B. de S. e **Meneses**, M. P. (2009) (org.), *Para além do pensamento abissal: Das linhas globais a uma ecologia de saberes*, Coimbra, Almedina.

**Santos**, B. de S. (2002) (org.), *Democratizar a democracia: os caminhos da democracia participativa*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

**Sintomer**, Y. (2009), *La démocratie participative. Problèmes politiques et sociaux*, La documentation française, Paris, n° 959, avril.

**Stiegler**, B. (2008), *Prendre soin 1. De la jeunesse et des générations*, Paris, Flammarion.

**Stiegler**, B. (2010), *Ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. De la pharmacologie*, Paris, Flammarion.

**Thiebaut**, F. (2014), *Plus forte que la rue*, Paris, Judenas Éditions.

**Vilaça**, A. (2009), *Pois é, por que ? Para mudar a política, para mudar Colatina*, Cultural/Edições Tertulia, Vitória.

**Vargas**, P. S. de P. e **Morandi**, P. R. (1987), *Vila Velha, o poder local e a participação popular na administração municipal*, Trabalho de graduação, UFES, Vitória, agosto.

**Werneck**, L. V. (2015), « O som ao redor », quotidien *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 01 février.